

Nos références: TIGF/DDC/TER/2015/117

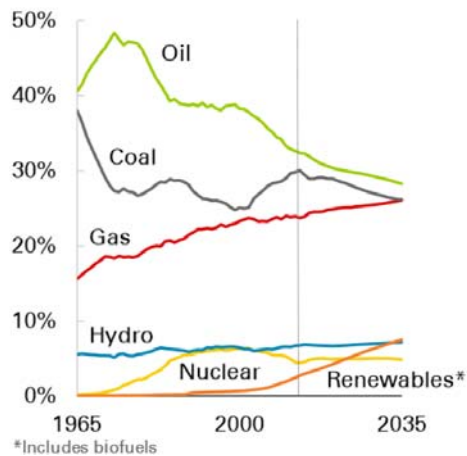
Pau le 30 septembre 2015

Consultation sur une stratégie européenne pour le gaz naturel liquéfié et le stockage de gaz

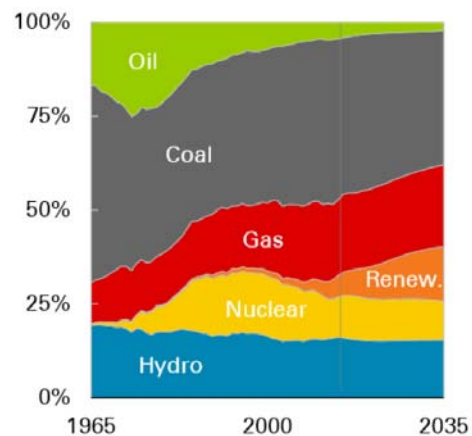
Contribution de TIGF

Question 13: What opportunities or challenges do the supply projections for different sources, in particular LNG and pipeline gas and low carbon indigenous sources, present for the use of gas storage / for gas storage operators?

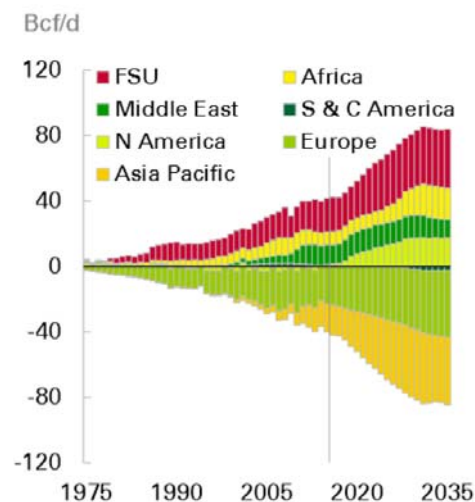
La part de marché du gaz parmi les énergies primaires devrait augmenter de 1,9% par an d'ici à 2035 :



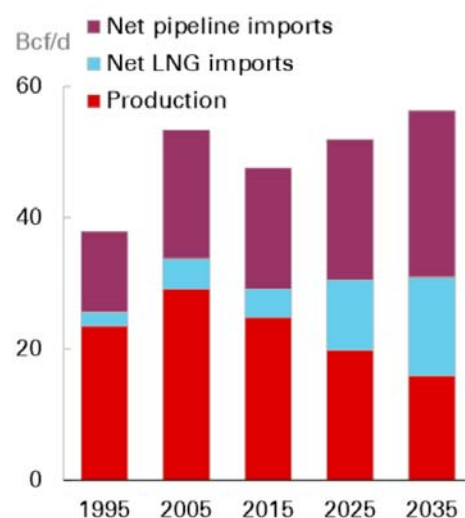
Le gaz joue un rôle important sur le marché mondial de la production électrique (20% environ) :



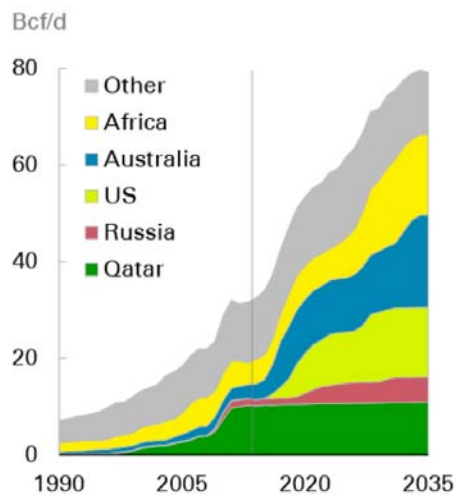
Avec le déclin de sa production locale (2% par an), l'Europe va devoir importer toujours plus de gaz (+20 Bcf/d d'ici à 2035) :



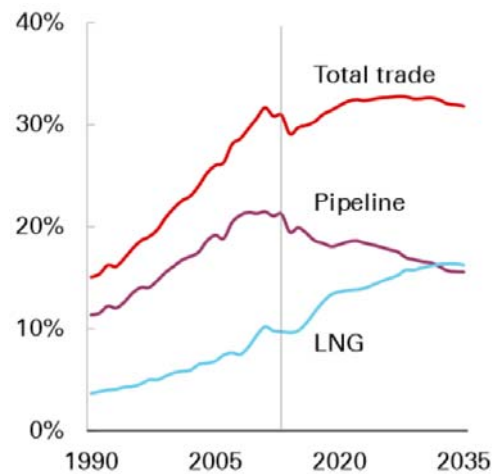
L'augmentation des importations de gaz de l'Europe sera majoritairement portée par le GNL (+15 Bcf/d d'ici à 2035) :



Les pays exportateurs de GNL dont la croissance est la plus forte sont éloignés de l'Europe (Australie, USA, Afrique) :



Les flux de gaz internationaux deviendront majoritairement des flux GNL d'ici à 2035 :



- L'Europe devra **importer de plus en plus de gaz sous forme de GNL** pour pallier le déclin de sa production locale
- Les **flux de GNL** sont potentiellement **moins réguliers que les flux par gazoducs**
- Les **pays exportateurs de GNL** sont par définition plus **éloignés** que les fournisseurs actuels

Ces éléments viennent conforter le rôle prépondérant des stockages de gaz souterrains en matière de sécurité d'approvisionnement

En outre, la reprise attendue des CCGT, en remplacement des centrales à charbon, nécessitera une flexibilité importante, que seuls les stockages de gaz souterrains peuvent apporter

Source des graphiques: BP's World Energy Outlook 2015.

Question 14: *Are, in your view, current market and regulatory conditions adequate to ensure that storages can fully play their role in addressing supply disruptions or other unforeseen events (e.g. extreme cold spells)?*

Dans les pays éloignés du cœur du réseau de transport de gaz européen, comme la France, les conditions de marché ne garantissent plus le remplissage des stockages depuis que les spreads de prix saisonniers Winter-Summer sont passés sous les tarifs de stockage (soit depuis 2010).

La valeur d'arbitrage intrinsèque est en effet la seule valeur du stockage de gaz qui détermine la stratégie de souscription des clients. Les valeurs système (= coûts évités pour le réseau de transport) et d'assurance (continuité de fourniture en cas d'événement exceptionnel – perte d'approvisionnement ou pointe de froid exceptionnelle) ne sont pas reconnues par le marché qui préfère s'appuyer sur des achats spot en cas de besoin, achats qui ne garantissent nullement que le gaz arrivera le jour de l'événement exceptionnel.

Cette vision court-termiste met à mal l'industrie du stockage, et par suite le rôle essentiel qu'elle joue en matière de sécurité d'approvisionnement, dans la mesure où si les stockages ne sont pas suffisamment remplis, **leurs performances se dégradent de manière potentiellement irréversible**. Et si le sous-remplissage se reproduit, **les opérateurs de stockage sont amenés, pour des raisons économiques, à mettre sous cocon voire à fermer des sites ; ce qui là encore a des conséquences irréversibles sur les capacités de leur parc de stockage**.

Pour remédier à cette situation problématique et garantir le remplissage des stockages, les pays concernés doivent pouvoir recourir à des instruments réglementaires :

1. **La mise en place d'un stock stratégique** couvrant un aléa géopolitique et/ou technique de type perte de la principale source d'approvisionnement. Bien évidemment, ce stock stratégique ne serait activable que par l'Administration et ne serait nullement accessible au marché. Il pourrait contribuer, sous le contrôle de l'Administration, à garantir l'approvisionnement en gaz en cas de besoin. Ce stockage stratégique, par nature, devrait être régulé et les revenus perçus via une prime d'assurance affectée à tous les consommateurs. La séparation totale de ce stock stratégique et des capacités proposées au marché permettrait d'éviter le risque de distorsion de concurrence entre des capacités régulées et des capacités négociées.
2. **Des obligations de stockage** : En 2013, la France a fait le constat que les souscriptions de stockage des expéditeurs étaient insuffisantes pour garantir la sécurité d'approvisionnement du territoire. Afin de pallier à ce risque, un mécanisme d'obligations de souscriptions de stockage a été mis en place en 2014. Celui-ci nous semble particulièrement bien adapté à la problématique nationale :
 - Il a permis d'assurer un remplissage convenable des stockages et donc d'assurer à la fois la sécurité d'approvisionnement avec la présence certaine de la molécule de gaz au plus près du consommateur, et la pérennité de l'actif industriel ;

- Ce dispositif n'a nullement entravé le développement des autres sources de flexibilité.
Pour rappel :
 - o GNL = +930 GWh/j de capacité d'émission depuis 2010;
 - o interconnexions = +160GWh/j en entrée et +130GWh/j en sortie depuis 5 ans ;
 - o Marché spot = augmentation significative des quantités livrées aux PEGs avec atteinte d'un niveau supérieur à la consommation française depuis 2012.
- Il n'a pas entravé la concurrence entre les opérateurs de stockage, ce qui les a incités à développer de nouvelles offres plus compétitives ;
- TIGF a en particulier largement étoffé sa gamme de produits de stockage (6 offres en 2015 contre 2 en 2009 ; une offre de vitesse accrue de +35% en 6 ans). TIGF a ainsi pu proposer des offres en ligne avec les attentes du marché (offres rapides)

TIGF souhaite souligner la robustesse du système français qui impose des obligations de stockage aux fournisseurs en contrepartie de leurs droits à un accès transparent et non discriminatoire aux infrastructures de stockage.

Face à des événements climatiques marqués mais non exceptionnels, géopolitiques (crise d'approvisionnement à Fos au cours de l'hiver 2003-2004 suite à l'accident survenu sur l'usine de liquéfaction de Skikda en Algérie le 19 janvier 2004, crise au cours de l'hiver 2004-2005, crise russo-ukrainienne conjuguée à une pointe de froid en 2009, pic de froid en 2012, hiver long en 2013, nouvelles tensions russo-ukrainienne en 2014) ou techniques (restrictions de capacités sur l'Interconnector et sur diverses infrastructures de production en Mer du Nord), les stockages ont fourni jusqu'à 60% de la consommation nationale.

Le cadre réglementaire actuel a donc permis de sécuriser l'approvisionnement à l'échelle nationale mais également vers nos voisins européens, notamment l'Espagne vers qui le transit a toujours été maintenu grâce à la présence de molécules de gaz dans les stockages.

Question 15: *As an alternative to mandatory reserves, how could market based instruments ensure adequate minimum reserves?*

La première priorité doit être de garantir un haut niveau de remplissage des stockages afin de préserver leurs performances. Ainsi, les stockages pourront jouer pleinement leur rôle en matière de sécurité d'approvisionnement.

La seconde priorité est de préserver l'équilibre économique des opérateurs de stockage de manière à ce qu'ils puissent poursuivre leurs investissements visant à améliorer les performances de leur outil au service d'une offre commerciale innovante en ligne avec les attentes du marché.

Les conditions de marché actuelles ne satisfont pas ces deux facteurs clés de succès dans la mesure où les spreads de prix saisonniers, seul vrai driver de la souscription de stockage, sont inférieurs aux coûts de stockage.

Comme déjà vu, la valeur d'arbitrage intrinsèque est en effet la seule valeur accordée au stockage par le marché. Plusieurs solutions existent pour que les autres valeurs du stockage (système et d'assurance) soient reconnues :

- Les obligations de stockage ;
- La réduction des tarifs transport aux PITS ;
- La plus forte pénalisation des déséquilibres.

Il convient de laisser à chaque Etat Membre de l'Union Européenne la liberté de choisir la ou les solution(s) qui répondront le plus efficacement possible à la problématique de sécurité d'approvisionnement nationale. En effet les situations de chaque pays sont particulières, notamment en termes de développement des infrastructures et du marché gaz. Une harmonisation des solutions à l'échelle européenne ne nous semble donc pas adaptée.

Question 16: *Do you have any analysis or view on what an optimal level/share of storage in a Member State or region would be? What kind of initiatives, if any, do you consider necessary in terms of infrastructure development in relation to storage?*

Il n'y a pas de niveau unique qui convienne à tous les Etats Membres (no « one size fits all »). L'analyse doit être menée individuellement par chaque Etat Membre.

Le niveau de stockage adéquat pour garantir la sécurité d'approvisionnement d'un Etat Membre doit être le résultat de la comparaison entre consommations (demande locale + exportations) et approvisionnements (interconnexions, terminaux GNL et stockages) de gaz de l'Etat concerné en cas d'hiver/pointe 2%.

Il convient ensuite de comparer ce niveau théorique aux capacités existantes dans l'Etat Membre :

- Si le niveau théorique est supérieur aux capacités existantes, l'Etat Membre doit être en mesure d'encourager le développement de nouvelles infrastructures ;
- Si le niveau théorique est inférieur aux capacités existantes, les capacités excédentaires doivent pouvoir être accessibles aux acteurs des marchés voisins, de manière à ce que le haut niveau de remplissage des stockages et leurs performances soient maintenus.

Question 17: *Do you think, in addition to the existing TEN-E Regulation, any further EU action is needed in this regard?*

La TEN-E Regulation est une base de travail essentielle pour le développement d'un véritable marché énergétique européen, bien interconnecté et jouissant d'une meilleure sécurité d'approvisionnement.

Pour que cette TEN-E Regulation prenne tout son sens, l'Union Européenne doit faire en sorte que les infrastructures de stockage européennes continuent de jouer leur rôle majeur en termes de sécurité d'approvisionnement :

- En garantissant un haut niveau de remplissage des stockages en début d'hiver ;

- En encourageant le développement de leurs performances techniques.

Question 18: *Given uncertainties over future gas demand, how would you assess the risk of stranded assets (and hence unnecessary costs), lock-in effects, the risk of diverting investments from low carbon technologies such as renewables, delaying a transition in energy systems and how would you weigh against those risks to gas security and resilience? What options exist in your view to reduce the risk of stranded assets?*

Le gaz constitue une énergie d'avenir dans le contexte de la décarbonisation du mix énergétique européen. Cela devrait conduire l'Union Européenne à encourager le développement du marché gazier et à défendre l'utilisation optimale des infrastructures existantes.

Comme déjà vu, le contexte de marché actuel ne permettant pas de garantir l'utilisation optimale des infrastructures de stockage dans tous les Etats Membres, il conviendrait de laisser à chaque Etat Membre la liberté de fixer un cadre réglementaire équilibré qui valorise pleinement le stockage sur le long terme. En effet, **l'activité de stockage, et plus particulièrement les investissements dans les installations, s'inscrit dans la durée et nécessite un engagement sur le long terme des opérateurs dans un cadre réglementaire suffisamment stable.**

La définition du besoin de capacités de stockage doit s'envisager dans une vision long terme du marché du gaz, cohérente avec la durée des développements des installations. A titre d'exemple le dernier développement de capacités en nappe aquifère sur le site de Lussagnet a nécessité une instruction administrative de 6 ans pour obtenir l'autorisation d'augmentation de volume. L'opération de l'augmentation de volume par elle-même nécessite 11 années supplémentaires. Au total, il aura donc fallu presque 20 ans entre la décision d'augmenter le volume et la fin de l'opération.

Par ailleurs, les contraintes d'acceptabilité notamment environnementales, sont de plus en plus restrictives et ne devraient pas favoriser le développement de nouvelles installations dans le futur. Les récentes expériences en France (Salins des Landes) ou en Espagne (Castor) illustrent bien les difficultés de développement sur ce type d'installation.

La gestion de ce type d'outil industriel, qui s'inscrit dans une vision long terme de dimensionnement des infrastructures nationales, ne peut donc se baser sur des événements conjoncturels court-terme.

Dans un contexte mondial du gaz très volatile tel que vécu ces dernières années (émergence du gaz de schiste aux Etats Unis, accident de Fukushima, crise économique, fermeture de sites de production dans des pays dont la sécurité est mise à mal...), **il serait préjudiciable de procéder à une diminution des capacités de stockage françaises.**

Question 19: *What do you think are the most critical regulatory barriers to the optimal use of storage in a regional setting?*

Le cadre réglementaire français est perfectible à deux niveaux :

- Les tarifs transport aux PITS pourraient être baissés voire annulés pour rendre compte de la valeur système du stockage ;
- Les contraintes opérationnelles pesant sur le processus de commercialisation des capacités de stockage (en particulier la date unique imposée aux deux opérateurs pour la commercialisation au titre des droits) limitent la capacité des opérateurs à proposer des produits innovants à des échéances qui correspondent aux attentes du marché.

Question 20: *Do you think ongoing initiatives and existing legislation can tackle the remaining outstanding issues or is there more the EU could do? Do initiatives need to include additional issues further to the ones described here?*

L'Union Européenne doit rester attentive à ce que les initiatives nationales en matière de réglementation de l'activité de stockage souterrain de gaz naturel respectent les principes fondamentaux de la Règlementation 994/2010.

Question 21: *Do you consider EU-level rules necessary to define specific tariff regimes for storage only or should such assessment be made rather on a national level in view of available measures able to meet the objective of secure gas supply?*

Comme déjà indiqué, TIGF recommande à l'Union Européenne d'intégrer dans son code de réseau sur les tarifs des éléments qui permettent de rendre compte de la valeur système du stockage. En particulier, les tarifs transport aux PITS doivent être encadrés.

En revanche, TIGF pense que les tarifs de stockage ne peuvent pas être encadrés au niveau européen dans la mesure où le rôle du stockage en termes de sécurité d'approvisionnement dépend de la situation individuelle de chaque Etat Membre.

Question 22: *Have you ever encountered, or are you aware of, difficulties in accessing storage facilities? Has this concerned off-site or on-site storage facilities? Please describe the nature of the difficulties in detail.*

Pas de commentaire.

Question 23: *Have you ever encountered, or are you aware of, difficulties related to feeding LNG gas from the storage site back into the gas network? If so please describe the nature of these difficulties (regulatory provisions, company behaviour, technical problems) in detail.*

Pas de commentaire.